

Mémoire présenté à l'audience du BAPE sur le développement durable de l'industrie des gaz de schistes au Québec

LE DÉVELOPPEMENT INTÉGRAL DES PERSONNES À LA FAVEUR DE POLITIQUES PUBLIQUES APPROPRIÉES, VOIE PORTEUSE POUR LA CRÉATION DE LA RICHESSE COLLECTIVE

Recherchiste principal et assistant à la réalisation pour le long métrage documentaire de Sylvie Van Brabant : VISIONNAIRES PLANÉTAIRES

VISIONNAIRES PLANÉTAIRES (www.visionnairesplanetaires.com)



Recherche, idéation et rédaction pour le livre de
Steven Guilbeault : ALERTE, Le Québec face aux
changements climatiques, Éditions du Boréal,
2009



Collaborateur de SOLIDARITÉ RURALE
QUÉBEC, revue hebdomadaire de la presse
internationale sur les enjeux de développement
durable

SOLIDARITÉ RURALE DU QUÉBEC

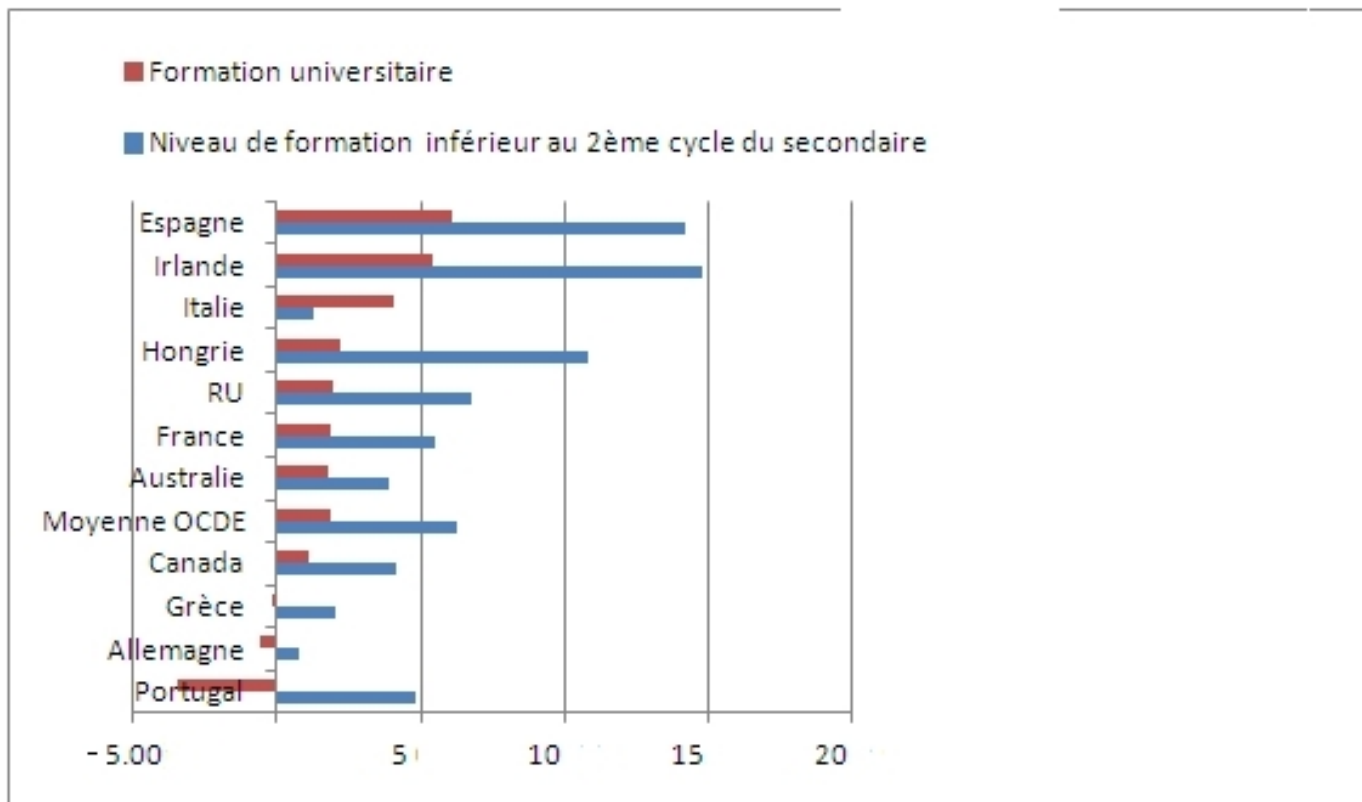


Mémoire résumant

- Parmi les questions que soulève le développement ou non de l'industrie des gaz de schistes au Québec, une des plus importantes est celle de la création de la richesse; plus particulièrement, **la question de comment créer la richesse.**
- À l'époque, où la biosphère entre dans une phase cruciale dite « d'approche des limites », il y a des voies plus porteuses pour la création de la richesse que **« l'exploitation du capital naturel »**.
- Au Québec, parmi ces avenues plus porteuses, on peut compter :
 1. La lutte aux l'inégalité des chances issue des inégalités socio-économiques.
 2. L'augmentation de la contribution des femmes québécoises à la création de la richesse collective
 3. La lutte à l'analphabétisme et à l'analphabétisme fonctionnel
 4. La lutte au décrochage scolaire

Avant propos

- **Éducation : les pouvoirs publics devraient développer l'enseignement supérieur pour stimuler l'emploi et augmenter les recettes fiscales. OCDE, 07/09/2010 [Regards sur l'éducation](#).**



QUELQUES DONNÉES STATISTIQUES

- RNB/habitant (USD \$ sauf Alberta, Canada et Québec)
 - Norvège: 86 440 (2009)
 - Alberta 66 431 (2009)
 - Danemark: 58 930 (2009)
 - Suède: 48 930 (2009)
 - Canada 42 170 (2009)
 - Québec 34 789 (2008)

Source : Banque Mondiale
Institut de la statistique du Québec
Stats Can

I -La lutte contre l'inégalité des chances issue des inégalités socio-économiques.

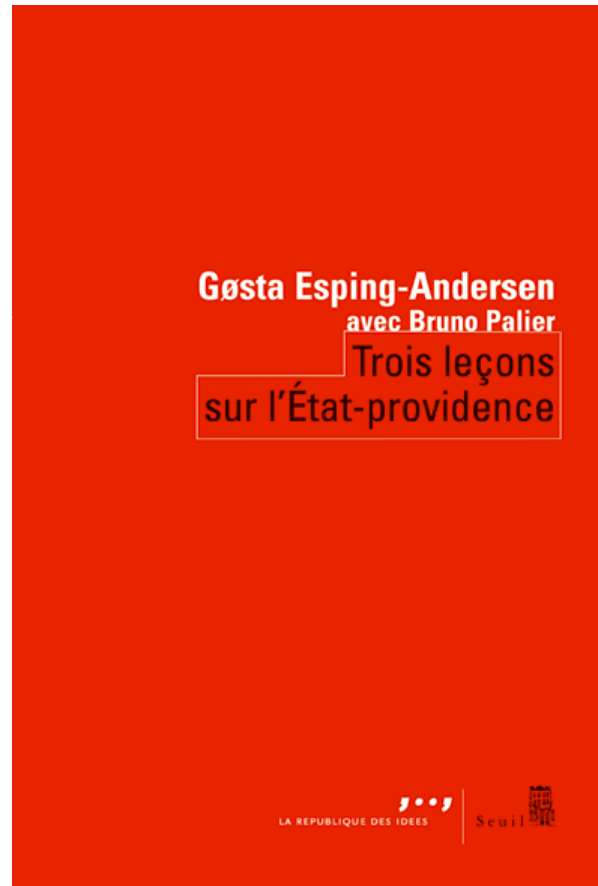
- Garantir véritablement l'égalité des chances des enfants

« Lutter contre la pauvreté des enfants et leur garantir de meilleures conditions de garde et d'éveil doit à la fois permettre de prévenir l'exclusion (la pauvreté sévit le plus chez les adultes issus des milieux pauvres) et de préparer une main d'œuvre formée, qualifiée et mobile (une socialisation précoce en crèche permet de réduire considérablement les risques de difficultés scolaires. Pour ce faire, il est nécessaire à la fois ... et de favoriser le développement des modes collectifs de prise en charge des enfants qui garantissent une bonne socialisation primaire et des conditions d'apprentissage de nature à préparer convenablement à l'avenir. »

(mes soulignés)

Référence: LES TROIS LEÇONS DE L'ÉTAT PROVIDENCE, Gosta Esping Andersson. Seuil, 2009

La lutte contre l'inégalité des chances issue des inégalités socio-économiques.



Garantir véritablement l'égalité des chances des enfants

Le sentiment de contrôler sa destinée est un des indicateurs psychosociaux qui a montré son utilité dans l'explication du gradient social de santé. Le sentiment de contrôle est ainsi généralement présenté comme une variable médiatrice, expliquant une large part de la relation entre inégalité socioéconomique et état de santé ... Bien qu'il soit défini de multiples manières, le sentiment de contrôle renvoie à l'idée d'être maître de sa destinée. A l'opposé se trouve en quelque sorte le fatalisme, soit le sentiment que le monde est largement « déterminé » par le hasard, ou encore par le pouvoir des autres, c'est-à-dire que ce sont les autres qui détiennent le contrôle de notre destinée personnelle. (p.66)

De plus, nous entendons identifier des facteurs qui pourraient permettre de déjouer les habituels liens entre une enfance vécue en milieu défavorisé et l'état de santé à l'âge adulte. Car pour réduire la prévalence de problèmes de santé et de participation sociale chez les adultes qui vivent au bas de l'échelle sociale ... il importe de découvrir des facteurs qui protègent l'état de santé et de bien être des jeunes enfants. (p.72) (mes soulignés)

Référence: PARTIR DU BAS DE L'ÉCHELLE. Des pistes pour atteindre l'égalité sociale en matière de santé. Ginette Paquet. Les Presses de l'Université de Montréal, 2005

Garantir véritablement l'égalité des chances des enfants

- Principaux facteurs de protection :
 - L'allaitement
 - Présence d'un grand parent
 - Santé de la mère
 - Mode de garde
 - Nombre d'enfants dans le ménage

Garantir véritablement l'égalité des chances des enfants



Garantir véritablement l'égalité des chances des enfants

- Au Québec nous avons fait de grands pas en choisissant collectivement de mettre en place un réseau de prise en charge précoce de la petite enfance, soit un réseau universel de garderies de bonne qualité et accessible à tous sans distinction de revenus
- Comme chacun le sait cependant, il y reste de nombreux volets à bonifier ou à rectifier

Garantir véritablement l'égalité des chances des enfants

Toujours selon Esping Andersenn:

- « une intervention de bonne qualité à destination des enfants à risque dès l'âge préscolaire a des effets substantiels et durables . Programme Perry ... Jusqu'à 27 ans, le retour serait de 5,70\$ pour chaque \$ dépensé. »
- « Nous savons avec certitude que l'accessibilité des modes de garde entraîne une hausse du niveau d'emploi des mères ... ce gain de revenu sur toute une vie et l'augmentation subséquente des impôts versés à l'État vont, au fond, rembourser l'aide publique initiale.
- « ... les très bons programmes destinés aux jeunes enfants entraînent des retours potentiellement considérables. »

(Andersenn,op.cit.p,87. mes soulignés)

II - Augmenter la contribution des femmes québécoises à la création de la richesse collective

- En 2007 au Québec, le taux d'emploi des femmes est passé à 68,8% (61,3% en 2000; pour une progression de 7,5 points).
- Les données correspondantes pour le champion mondial en ce domaine, le Danemark, sont respectivement de 73,2% pour 2007 (71,6 % pour l'année 2000)

Référence: http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2009/egalite_Femmes_Hommes.pdf

Augmenter la contribution des femmes québécoises à la création de la richesse collective

- Chaque point de pourcentage dans le taux d'emploi des femmes représente une augmentation de la richesse collective.
- Selon l'auteur déjà cité: Andersenn: « ...si les femmes gagnent en moyenne 75% du salaire des hommes et que leur taux d'emploi bondit de 50 à 75% (soit du taux espagnol au taux danois), leur surcroît de contribution au revenu national sera d'environ 15% , ce qui, avec un taux d'imposition moyen de 30%, ajouterait 10 ou 12 % aux recettes fiscales de l'État.

(Andersenn, op.ci. p.21)

Augmenter la contribution des femmes québécoises à la création de la richesse collective

- Au Québec, le taux d'emploi des hommes: 74,3% en 2007, reste substantiellement plus élevé que celui des femmes:68,8%

Référence:

http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2009/egalite_Femmes_Hommes.pdf

Taux d'emploi des femmes et des hommes,2000 et 2007

- Au Québec toujours, en 2006, les femmes gagnaient en moyenne 77% du salaire des hommes

Référence:

http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/conditions/pdf2009/egalite_Femmes_Hommes.pdf

- Page 73: Évolution de l'écart de rémunération horaire brute moyenne entre les femmes et les hommes

III- La lutte à l'analphabétisme et l'analphabétisme fonctionnel

A l'occasion de la Journée internationale de l'éducation du 8 septembre 2010, le journal 24 HEURES titrait :

« UN QUÉBÉCOIS SUR DEUX ÉPROUVE DE LA DIFFICULTÉ À LIRE ET À ÉCRIRE »

La lutte à l'analphabétisme et l'analphabétisme fonctionnel

DÉFINITION DES TERMES

Institut de la statistique du Québec

ENQUÊTE INTERNATIONALE SUR L'ALPHABÉTISATION ET LES COMPÉTENCES DES ADULTES (EIACA), 2003

« Le savoir et les compétences des individus sont une composante importante de leur bien-être individuel, mais aussi une condition essentielle au développement d'une société » (Pageau, 2005 : 2). Cela est d'autant plus vrai que notre époque est caractérisée par la rapidité et l'intensification du changement. Pour participer pleinement à la vie en société, les individus doivent posséder de solides compétences de base : savoir lire, traiter et analyser l'information de façon à comprendre la réalité et à prendre des décisions éclairées. De telles compétences sont cruciales pour se trouver un emploi satisfaisant, prendre soin de sa santé, exercer sa citoyenneté, accéder aux productions culturelles et les apprécier, bref, pour pouvoir bénéficier d'une bonne qualité de vie. Par exemple, un ouvrier québécois dont l'usine de textile vient de fermer pourra plus facilement retrouver un emploi s'il détient de solides compétences de base. Du côté des organisations, une entreprise qui peut compter sur une main-d'œuvre de compétence élevée sera plus à même d'innover et de se positionner avantageusement dans un marché mondialisé. Il importe, pour une société, d'accroître sans cesse les compétences de base des adultes qui la composent.

Définition de la littératie

C'est le terme littératie, de plus en plus usuel en français, qui a été retenu pour rendre compte de l'ensemble des compétences de base rattachées à la compréhension et à l'utilisation de l'information écrite chez les adultes. Plus précisément, le concept de littératie, pratiquement synonyme d'alphabétisme, se définit comme « l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités » (Legendre, 2005 : 841).

La lutte contre l'analphabétisme et

ire

ca2003.pdf (PROTEGE) - Adobe Reader

dition Affichage Document Outils Fenêtre Aide

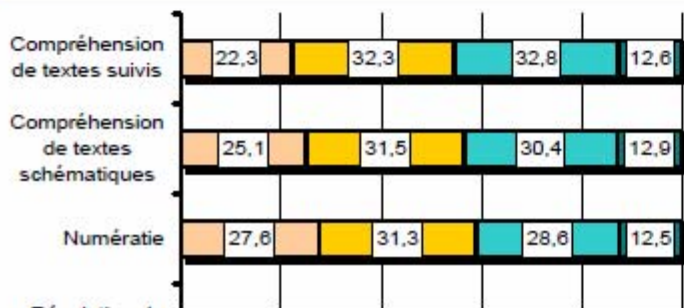
3 / 12 95,1%

Rechercher

dépassent le niveau 3

La figure 1 indique qu'environ 22 % de la population québécoise âgée de 16 ans et plus se classe au **niveau 1** en compréhension de textes suivis. Ces personnes peuvent lire un texte court et repérer un élément d'information identique ou semblable à celui donné dans la question. Au **niveau 2**, qui compte 32 % de la population, les gens sont en mesure de faire des déductions simples et de comparer des renseignements tirés de textes incluant certains éléments de distraction. Les personnes qui atteignent le **niveau 3** (33 %) peuvent lire un texte relativement dense et long, y repérer plusieurs éléments et les apparier en faisant des déductions simples. Enfin, les individus positionnés au **niveau 4 ou 5** (13 %) peuvent faire des déductions complexes et traiter des renseignements plus abstraits, repérés dans des textes relativement longs comportant plusieurs éléments de distraction.

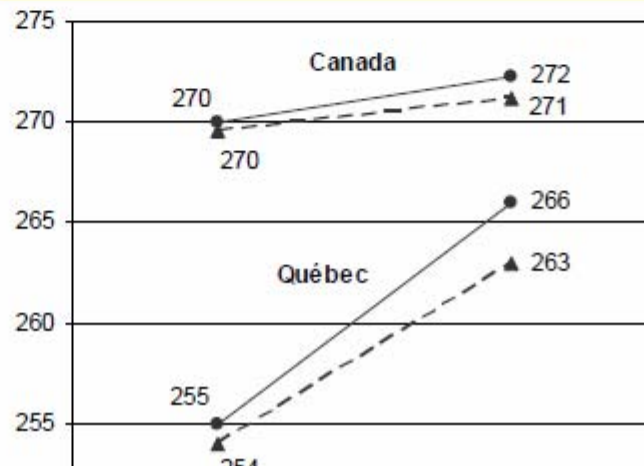
Figure 1 – Niveaux de compétence par domaine¹, population de 16 ans et plus, Québec, 2003



tendent à s'améliorer entre 1994 et 2003

Lorsqu'on compare les résultats québécois de 2003 à ceux de 1994, on observe un changement significatif dans le score moyen obtenu par les 16 ans et plus en compréhension de textes suivis, lequel passe de 255 à 266 points (figure 2). Par contre, la hausse observée en compréhension de textes schématiques n'est pas significative sur le plan statistique. Cette tendance à l'amélioration contraste avec la stagnation des scores moyens à l'échelle canadienne. On note donc une réduction des écarts entre les moyennes québécoises et canadiennes, mais ces écarts sont encore significatifs.

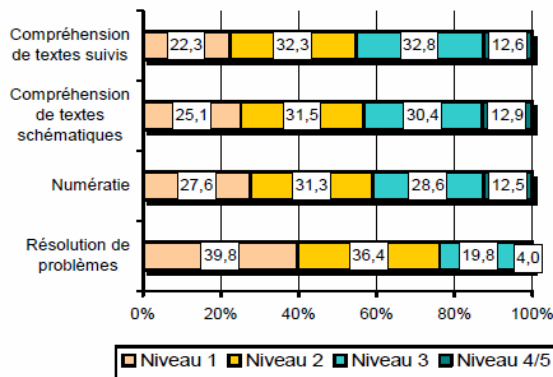
Figure 2 – Scores moyens en compréhension de textes suivis et schématiques, population de 16 ans et plus, Québec et Canada¹, 1994 et 2003



La lutte à l'analphabétisme et l'analphabétisme fonctionnel

déductions simples et de comparer des renseignements tirés de textes incluant certains éléments de distraction. Les personnes qui atteignent le **niveau 3** (33 %) peuvent lire un texte relativement dense et long, y repérer plusieurs éléments et les apparier en faisant des déductions simples. Enfin, les individus positionnés au **niveau 4 ou 5** (13 %) peuvent faire des déductions complexes et traiter des renseignements plus abstraits, repérés dans des textes relativement longs comportant plusieurs éléments de distraction.

Figure 1 – Niveaux de compétence par domaine¹, population de 16 ans et plus, Québec, 2003

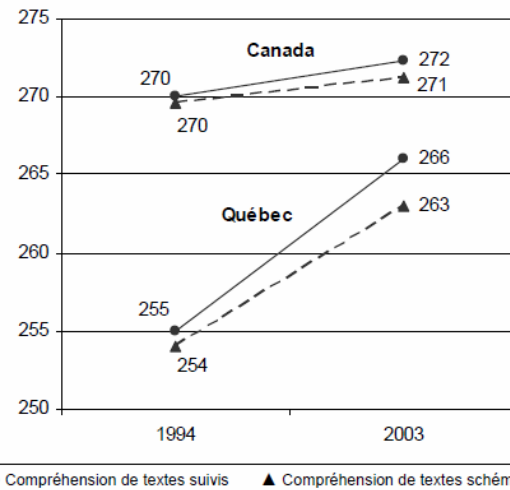


1. Comme il n'y a pas de niveau 5 en résolution de problèmes, le niveau le plus élevé dans ce domaine est le niveau 4.
 Source : Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (Eiaca), 2003.

En compréhension de textes suivis et schématiques comme en numératie, entre 40 % et 45 % des personnes

l'amélioration contraste avec la stagnation des scores moyens à l'échelle canadienne. On note donc une réduction des écarts entre les moyennes québécoises et canadiennes, mais ces écarts sont encore significatifs.

Figure 2 – Scores moyens en compréhension de textes suivis et schématiques, population de 16 ans et plus, Québec et Canada¹, 1994 et 2003



1. Les territoires (Yukon, Nord-Ouest et Nunavut) ne sont pas inclus dans les résultats portant sur le Canada.
 Source : Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (Eiaca), 2003.

Que ce soit en 1994 ou en 2003, les scores moyens de la population de 16 ans et plus se maintiennent au niveau 2, et

La lutte à l'analphabétisme et l'analphabétisme fonctionnel

fs_Eiaca2003.pdf (PROTEGE) - Adobe Reader

Fichier Edition Affichage Document Outils Fenêtre Aide

4 / 12 116% Rechercher

numératie, de ceux du Canada dans son ensemble.

Tableau 1 - Comparaison¹ des scores moyens du Québec avec ceux des pays participants de l'EIACA et ceux des provinces et territoires canadiens, par domaine de compétence, population de 16 à 65 ans, 2003

Compréhension de textes suivis		Compréhension de textes schématiques		Numératie ²	
Territoire du Yukon	296	Norvège	295	Suisse	290
Saskatchewan	294	Saskatchewan	294	Norvège	285
Norvège	290	Territoire du Yukon	294	Saskatchewan	284
Bermudes	290	Alberta	290	Territoire du Yukon	283
Alberta	289	Colombie-Britannique	290	Alberta	281
Colombie-Britannique	288	Nouvelle-Écosse	284	Colombie-Britannique	279
Nouvelle-Écosse	286	Manitoba	283		
Manitoba	283	Canada	281		
Canada	281	Bermudes	280		
		Ontario	279		
Île-du-Prince-Édouard	282	Île-du-Prince-Édouard	281	Canada	272
Territoires du Nord-Ouest	280	Territoires du Nord-Ouest	280	Nouvelle-Écosse	272
Ontario	279	Suisse	277	Manitoba	271
Québec	275	Québec	273	Ontario	270
Nouveau-Brunswick	273	Nouveau-Brunswick	270	Bermudes	270
Suisse	272	États-Unis	270	Québec	269
Terre-Neuve-et-Labrador	271	Terre-Neuve-et-Labrador	269	Île-du-Prince-Édouard	269
				Territoires du Nord-Ouest	269
États-Unis	269	Territoire du Nunavut	234	Nouveau-Brunswick	262
Territoire du Nunavut	232	Nuevo León, Mexique	226	États-Unis	261
Italie	229	Italie	226	Terre-Neuve-et-Labrador	259
Nuevo León, Mexique	226			Italie	233
				Territoire du Nunavut	220

Pays, provinces et territoires dont le score moyen est significativement supérieur à celui du Québec
 Pays, provinces et territoires dont le score moyen n'est pas significativement différent de celui du Québec
 Pays, provinces et territoires dont le score moyen est significativement inférieur à celui du Québec

démarrer Google 3 Interne... 3 Micro... BAPE Mém... fs_Eiaca20... 14:56

La lutte contre l'analphabétisme et l'analphabétisme fonctionnel

fs_Eiaca2003.pdf (PROTEGE) - Adobe Reader

Fichier Edition Affichage Document Outils Fenêtre Aide

8 / 12 116% Rechercher

plus élevés de compétence en compréhension de textes suivis. L'augmentation des compétences est surtout manifeste lorsque le revenu d'emploi atteint 60 000 \$ et plus par année.

Figure 5 – Niveaux de compétence en compréhension de textes suivis selon le revenu annuel d'emploi et le sexe, population active de 16 à 65 ans, Québec, 2003

Sexe	Revenu annuel	Niveaux 1 et 2 (%)	Niveaux 3 et 4/5 (%)
Femmes	Moins de 20 000 \$	54,5	45,5
	20 000 \$ à 39 999 \$	39,5	60,5
	40 000 \$ à 59 999 \$	31,7*	68,3
	60 000 \$ et plus	17,7**	82,3
Hommes	Moins de 20 000 \$	52,5	47,5
	20 000 \$ à 39 999 \$	56,4	43,6
	40 000 \$ à 59 999 \$	43,2	56,8
	60 000 \$ et plus	29,2*	70,8

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
 ** Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise fournie à titre indicatif seulement.

Source : Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (Eiaca), 2003.

Lorsqu'ils gagnent moins de 20 000 \$ par année, les Québécoises et les Québécois ne se différencient pas significativement : un peu plus de la moitié d'entre eux restent en deçà du niveau 3 en compréhension de textes

diplôme précis, ou ont suivi au moins un cours hors programme, ou encore ont participé à d'autres types de formation (ateliers, conférences professionnelles, etc.). Environ 12 % des 16 à 65 ans ont participé à un programme d'études et 24 %, à un cours (données non présentées).

Les adultes ayant participé à des formes structurées d'éducation et de formation des adultes (programmes, cours ou autres), pendant l'année précédant l'enquête, obtiennent en moyenne des scores plus élevés que ceux qui n'y ont pas du tout participé (tableau 5). Toutefois, on ne détecte pas d'écart significatif dans les résultats selon qu'il s'agit de programmes ou de cours.

Tableau 5 – Scores moyens selon le type de participation à des formes structurées d'éducation et de formation des adultes, population de 16 à 65 ans, Québec, 2003

	Compréhension de textes suivis	Compréhension de textes schématiques	Numératie
Aucune participation	260	257	254
Participation totale ¹	290	288	284
Programmes	292	284	284
Cours	290	290	286

1. Participation à des programmes d'études, à des cours ou à d'autres types de formation (ateliers, conférences professionnelles, etc.) pendant l'année précédant l'enquête.

Source : Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (Eiaca), 2003.

Selon le tableau 5, il existe un lien significatif entre la participation à des formes structurées d'éducation et de formation des adultes et les scores moyens obtenus. On ne peut toutefois affirmer qu'il s'agit d'une relation de

démarrer Google Internet... 3 Microso... BAPE Mém... fs_Eiaca20... 15:00

IV - La lutte au décrochage scolaire

Toujours à l'occasion de la Journée internationale de l'éducation du 8 septembre 2010, cette fois devant la jeune Chambre de Commerce de Montréal, le chef de la direction du groupe BMO-Banque de Montréal déclarait :

« Les jeunes devront être plus productifs que leurs parents. » Il ajoute : « Si on ne résout pas le problème du décrochage scolaire, c'est clair qu'au cours des 25 prochaines années, pendant lesquelles les pays asiatiques qui performant mieux en termes de persévérance scolaire vont émerger, le niveau de vie va baisser en Amérique du Nord »

Le texte du Journal se poursuit ainsi:

« En décidant de laisser tomber l'école, un décrocheur choisit de gagner 420 000 \$ de moins au cours de la vie active, selon le groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaire. »

Référence: journalmetro.com Édition du 28 septembre 2010

La lutte au décrochage scolaire

Selon le document SIGNES VITAUX DU GRAND MONTRÉAL 2010 récemment publié par la FONDATION DU GRAND MONTRÉAL

- Le rapport montréalais souligne le taux de décrochage de 32,1 % sur l'île en 2006-2007 et le taux de diplomation de 62 % chez les élèves francophones montréalais.

La lutte au décrochage scolaire

Signes vitaux 2010 - Fondation du Grand Montréal - éducation - Windows Internet Explorer

http://www.fgmtl.org/fr/signesvitaux2010/education.php

Signes vitaux du Grand Montréal

Fichier Edition Affichage Favoris Outils ?

Google YAHOO! SEARCH bing Rechercher Ajouter Boutons

Favoris Webmail (4) Facebook Vos Prévisions locales Montr... tarifs Auberge du Lac Priscault (2) Société de transport de Mo... Réservato Menu principal Webmail (3)

Facebook (35) Signes vitaux 2010 - Fon...

Diversité et intégration
Appartenance et participation
Partenaires et sources
Nous joindre

PDF de la version imprimée
Fondation du Grand Montréal

Signes vitaux 2008
Signes vitaux 2007
Signes vitaux 2006
English

2002 que ne le sont les garçons trois ans plus tard, l'amélioration vaut davantage pour elles (-3,7 points) qui passent de 16,2 % à 12,5 %, que pour eux (-3,3 points) qui passent de 21,3 % à 18 %.²

- En 2009, dans la grande région, une bonne partie de la population de 15 ans et plus n'a pas même complété le secondaire (21 %). Toronto (17,9 %), Vancouver (15,6 %) Calgary (14,5 %) et surtout Ottawa (9,5 %) font meilleure figure à cet égard.³
- Avec 25,3 % de décrochage scolaire en 2006-2007, Laval s'inscrit dans la moyenne québécoise, tandis que Montréal (32,1 %) s'en distingue plus nettement que Longueuil (26,8 %). Partout les garçons sont plus touchés par le phénomène. Depuis 2002-2003, ils ont toutefois fait un progrès important à Laval (-6,2 points) et, dans une moindre mesure, à Longueuil (-1,6) et à Montréal (-1,3). Au cours de la même période, les filles ne progressaient sensiblement qu'à Longueuil (-1,2) tandis que leur situation demeurait stable à Laval (-0,1) et qu'elle se détériorait à Montréal (+1,6).⁴

Taux de décrochage scolaire

agglomérations, 2006-2007

Agglomération	garçons	filles	Total
Laval	30,2 %	20,3 %	25,3 %
Longueuil	32,5 %	21,0 %	26,8 %
Montréal	36,4 %	27,5 %	32,1 %
Le Québec	31,3 %	19,5 %	25,3 %

Source : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport⁴

- En 2006-2007, le décrochage du secondaire public touche davantage les garçons (38 %) que les filles (27 %) de l'île, et affecte certains secteurs (Sud-Ouest-Verdun, 48 %) plus que d'autres (Ouest-de-l'île, 18 %).⁵
- En 2006, dans la grande région, **29 % des jeunes de 15 à 24 ans ne fréquentent pas l'école**. C'est le cas

Terminé

Internet 100%

La lutte au décrochage scolaire

Selon la radio de Radio-Canada :

- au Québec, 40% des élèves ne terminent pas leurs études secondaires dans un délai de cinq ans; chez les garçons c'est 50%
- Chez nos voisins Ontariens, ce sont 80% des élèves qui obtiennent leur diplôme du secondaire dans les cinq années réglementaires

La lutte au décrochage scolaire

Recul du décrochage scolaire au Canada et au Québec

- En **1990**, le Canada comptait près de 340 000 **jeunes âgés de 20 à 24 ans** qui ne fréquentaient pas l'école et n'avaient pas de diplôme d'études secondaires, soit **16,6 %** des jeunes de cette catégorie d'âge.
- En **2009-2010**, le nombre de décrocheurs scolaires au secondaire s'établissait à 191 000 au pays, soit **8,5 %** des jeunes de 20 à 24 ans.
- Ce recul significatif du taux décrochage scolaire s'est principalement opéré au cours des années 1990, note Statistique Canada. De 2000 à 2010, la baisse du nombre de décrocheurs s'est faite de façon plus graduelle, mais tout de même soutenue.
- S'il a reculé de façon sensible dans l'ensemble des provinces du pays, c'est dans les Maritimes que le taux de décrochage s'est le plus résorbé au cours des 20 dernières années.
- Au Québec, le taux de décrochage était de **17,4 % en 1990**. Il a par conséquent régressé de 5,7 % au cours des 20 dernières années. Ce qui est inférieur à la moyenne nationale qui a reculé de 8,1 % au cours de la même période.

CONCLUSION

- Aux fins de développer la richesse collective, il existe bel et bien des voies autres que l'exploitation du capital naturel
- Les voies les plus porteuses sont celles qui visent le développement intégral des personnes et de leurs potentialités; des politiques publiques appropriées peuvent y contribuer significativement.

CONCLUSION

- *“Le développement n’est pas quelque chose qui peut s’imposer du dehors. En effet, c’est un processus social dont le système nerveux central, la matrice nourricière, se situe dans la sphère culturelle. Ultimement, le développement ne tient pas à une question d’argent ni de capital matériel, non plus qu’au commerce avec l’étranger, mais relève bien de la capacité, pour une société donnée, de puiser à la source de la créativité populaire, de libérer l’intelligence et la sagesse collective de façon à donner le pouvoir [de développement] à la population.”*

Kari Levitt Polanyi, professeur émérite en économie, Université McGill

A propos de l'audience du BAPE sur les gaz de schistes

- Compte tenu de la décision ministérielle de limiter le mandat de cette commission à cinq mois, de ne couvrir que trois régions administratives et de donner un mandat écartant par avance toute remise en question du développement de cette industrie est irrespectueuse de nombreux principes entourant la participation publique et l'évaluation environnementale.
- Compte tenu que l'absence d'information préalable à la consultation du public est une autre lacune fondamentale du processus suivi.
- Compte tenu que l'analyse de la filière des gaz de schiste et de son éventuel développement doit impérativement tenir compte de la *Loi sur le développement durable* et des 16 des principes juridiques qui y sont affirmés.
- Compte tenu des responsabilités additionnelles conférées à l'État relativement à la protection et à la gestion de l'eau, par la *Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection*.
- Compte tenu que l'analyse de ces divers engagements et obligations de l'État amène à conclure qu'il faut pousser beaucoup plus loin la collecte d'information avant d'autoriser le développement de cette industrie
- J'émetts la recommandation que la Commission doit recommander la présentation d'un projet de loi imposant un moratoire, visant à la fois la suspension de toute activité d'exploration des gaz de schiste actuellement autorisée et l'interdiction de délivrer tout nouveau permis. Ce moratoire devrait être en vigueur jusqu'à ce qu'un nouvel encadrement juridique soit adopté par l'Assemblée nationale, suite à une évaluation environnementale stratégique permettant l'information et la participation du public les plus complètes.